

# Rudi Vervoort, une méthode pour placer

■ Exemple d'une procédure de nomination qui fait grincer des dents en Région bruxelloise.

La propension du gouvernement bruxellois à créer de nouveaux organismes d'intérêt public (OIP) en juxtaposition à l'administration régionale ne cesse d'alimenter la polémique et les suspicions de politisation accrue des lieux de pouvoir dans la capitale. Sous la houlette du ministre-Président Rudi Vervoort (PS), deux OIP furent notamment créés: un pour la sécurité et la prévention, l'autre pour la planification. Le premier est dirigé par un ancien conseiller du cabinet Vervoort, l'autre par un ex-collaborateur de Laurette Onkelinx.

L'exécutif a aussi tenté de mettre sur pied un OIP "fiscalité", mais sans succès. Par ailleurs, l'ancien directeur de cabinet du ministre-Président bruxellois, Yves Goldstein, a été recruté par la Société d'aménagement urbain (SAU, ex-société d'acquisition foncière de la Région) pour prendre en charge le développement du musée d'art contemporain projeté dans le bâtiment Citroën à Yser.

## Un nouveau ministère

En ce début d'année 2017, c'est le sort

de son ex-adjointe au cabinet Vervoort qui retient l'attention. Bety Waknine deviendra, dès la semaine prochaine, la directrice d'un nouveau ministère: Bruxelles Urbanisme et Patrimoine (BUP) issu de la réforme de l'administration entamée par le ministre-Président.

Favoritisme? Les réponses apportées aux accusations de politisation sont souvent les mêmes: les nominations interviennent au terme de procédures de sélection parfaitement transparentes. "La Libre" a pu prendre connaissance de la note au gouvernement qui retrace la chronologie de la nomination de Madame Waknine. Chacun peut juger.

C'est l'été dernier que l'appel à candidatures pour le poste a été publié. A la fin juillet, le gouvernement composait le jury chargé de départager les futurs candidats. Sur proposition du ministre-Président, la présidence de cette commission de sélection a été confiée à Luc Maufroy, issu de l'administration de l'Aménagement du territoire et étiqueté PS. Il fut assisté de

Myriam Parys, conseillère au cabinet du ministre flamand Bart Tommelein (Open VLD), de Tania Dekens, administratrice générale de Famifed et conseillère communale SP.A à Molenbeek, d'Etienne Schoonbroodt, secrétaire communal d'Auderghem, proche de Défi, et de Marie Bernard du CDH.

Ce jury (quasi-miroir de

la majorité régionale) aura évalué cinq candidatures, toutes francophones. Fin novembre 2016, deux candidats sont déclarés "aptes" à la fonction: Benoît Perilleux, venant de l'administration, et Bety Waknine. Les autres sont écartés.

## Parce que c'est une femme

La commission reconnaît les nombreux mérites de chacun des deux candidats en termes d'organisation, d'expertise, de connaissance des processus de décision. La commission recommande toutefois que M<sup>me</sup> Waknine soit, dans ses fonctions futures, "accompagnée en raison de sa faible connaissance concrète de l'organisation [...] et du caractère souvent académique de son plan de gestion". Au final, la commission mettra les deux candidats ex aequo.

C'est ici qu'intervient un arrêté de 2014 stipulant que "en cas d'ex aequo [...] le candidat qui appartient au sexe représenté à moins d'un tiers dans les deux premiers degrés de la hiérarchie est classé devant le candidat de l'autre sexe", précise la note au gouvernement. Les femmes n'occupant que 25% des postes concernés par la règle, Bety Waknine passe devant et enlève le poste de directeur général.

M. Co.